



**HAL**  
open science

## Recension du "dossier : Migrations racismes résistances"

Laura Odasso

► **To cite this version:**

Laura Odasso. Recension du "dossier : Migrations racismes résistances". Revue des Sciences sociales, 2012, pp.195-197. hal-01694399

**HAL Id: hal-01694399**

**<https://hal.science/hal-01694399>**

Submitted on 30 Jan 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

phénomènes naturels, tels que les tsunamis.

L'auteur nous fait comprendre que dans nos « sociétés du risque » ce dernier est permanent. Il est présent dans de nombreux aspects de notre quotidien et il nous concerne tous. Le livre nous présente les nombreux aspects, les différentes voies par lequel il peut être analysé. Que ce soit la construction sociale du risque (p. 43), sa perception (p. 46), les responsabilités (p. 77) ou encore l'acceptabilité du risque (p. 71). Le risque nucléaire, par exemple, est indéniable tant il est présent dans notre quotidien et ce depuis près d'un demi-siècle. Il a fait l'actualité du début d'année 2011 lors du raz de marée qui a frappé la côte est du Japon. La centrale de Fukushima a été touchée et a laissé s'échapper d'importants rejets radioactifs. Ce risque nucléaire est connu de tous non seulement parce qu'il y a déjà eu des accidents, mais parce qu'il n'est pas tu. Il est quantifié et rationalisé par des discours scientifiques, qui ont comme objectif de le rendre acceptable, c'est-à-dire « normal ». Mais ce risque est pourtant significatif. Tout d'abord, il est global, il ne concerne pas une zone géographique mais la planète entière. Les radiations ne sont pas taxées et n'ont pas de passeport. Au contraire, ses conséquences sont internationales et le risque encouru concerne l'entièreté des formes de vie terrestre. De plus, ce risque comporte un corollaire temporel : il concerne également notre avenir global, celui des générations futures. Pourtant ce risque est toléré et normalisé par la rationalité scientifique et un besoin de progrès, c'est un risque admis. Cet exemple permet de saisir les différents aspects par lesquels cette notion de risque peut être abordée.

L'auteur nous présente également d'autres aspects de la sociologie du risque, plus individuels. On retrouve par exemple le risque dans des interstices beaucoup plus quotidiens et personnels de nos vies. Dans nos interactions notamment où l'on risque de perdre la face, si l'on ne tient pas assez bien notre rôle ou s'il n'y a plus assez de confiance réciproque (p. 26). Il y a aussi bien entendu un risque pour l'individu de perdre une part de son identité sociale (p. 14). Aussi, on évolue avec la conscience du risque, celui de perdre ce que l'on a, lien social, famille, emploi. On cherche à le prévenir

au travers du principe de précaution, de l'information, de la responsabilisation des acteurs. Le risque devient un enjeu social puisqu'il devient économique et social dès lors qu'on considère les systèmes d'assurance et de mutualisation des risques. Enfin, David Le Breton n'oublie pas de nous parler des conduites à risques et de la passion du risque, sujets qu'il a abondamment traités par le passé. Il souligne entre autres que le risque peut revêtir pour l'individu un rôle particulier, il peut donner du goût à sa vie, de l'intensité (p. 112).

C'est à la lumière de tous ces éléments que l'on comprend que le risque est un fait social, qu'il est au cœur de nos sociétés, qu'il est un des éléments qui nous lie dans notre façon de vivre ensemble, qui nous caractérise en tant que société qui possède les moyens de se prémunir et d'anticiper certains de ces risques. C'est cette analyse que l'auteur nous permet de tirer en maniant habilement des exemples concrets et un bagage théorique riche et varié permettant une fois de plus au lecteur d'avoir une vue globale et de construire son avis. Le risque est un phénomène total et chacun de ses aspects participe à la construction de cet objet sociologique.

Dans un style entraînant et limpide, l'auteur nous fournit les connaissances nécessaires sur cette notion tout en nous intéressant à ce qui découle sociologiquement de celle-ci. Si le voyage est court au travers de ces 128 pages, l'entreprendre est un risque qui mérite d'être pris.

**Pierre Niedzielski**

*Doctorant en sociologie  
Université de Strasbourg  
Laboratoire Cultures et sociétés en Europe  
(UMR Uds/CNRS 7236)*

REVUE MIGRATIONS SOCIÉTÉ  
**Migrations, racismes,  
résistances**

*Migrations Société, vol. 23, n° 133,  
2011, 211 p.*

Le numéro 133 de la revue *Migrations Société* est introduit par un éditorial centré sur la dichotomie Islam/Occident, en tant que grille explicative tronquée des relations internationales et des relations sociales infranationales. Les représentations des Européens à l'égard de l'Islam et le préjugé de la « non intégration » des musulmans au sein des sociétés européennes sont les résultats d'une incessante campagne médiatique, politique et intellectuelle qui présente l'Islam comme un « fait civilisationnel total ». Vincent Geisser (p. 3-10) ne s'arrête pas là, il déplace son point de vue sur la rive sud de la Méditerranée. Là, également, il est possible de retrouver des visions étriquées de la civilisation occidentale ; elles sont semblables à celles que les nationalistes européens ont envers le monde musulman. De quoi s'agit-il ? Sont-elles des visions réductibles à une forme d'Orientalisme et d'Occidentalisme ? En tous cas, la suite du printemps arabe nous questionne et nous impose de réfléchir aux dynamiques, identitaires et universalistes, à l'œuvre sur les deux rives de la Méditerranée, ainsi que dans les mobilisations collectives actuelles.

Le dossier central de la revue est centré sur le thème : « Migrations racismes résistances »<sup>1</sup>. En s'appuyant sur l'affirmation de Colette Guillaumin : « Ce n'est pas la race qui crée le racisme ; c'est le racisme qui crée la race »<sup>2</sup>, le dossier apporte une contribution passionnante au débat sur les multiples formes de discrimination raciale, sur le « racisme » et ses modalités, enfin sur les formes de résistances. L'étude de la catégorie du migrant en situation de précarité plurielle – socio-économique, juridique, temporelle, spatiale – ou en situation de vulnérabilité<sup>3</sup> permet d'articuler les différents rapports sociaux de sexe, d'âge, de génération, de classe et, surtout, de *racisation*<sup>4</sup>. Roland Pfefferkorn (p. 193-207), dans la clôture du dossier, donne à voir le fil rouge qui traverse tous les articles, à savoir une approche privilégiant l'articulation des rapports sociaux. Le rapport social est envisagé ici comme une « tension qui

traverse la société [...] se cristallise peu à peu en enjeux autour desquels les êtres humains sont en confrontation permanente»<sup>5</sup>. Le sociologue rappelle que les rapports de « racisation » se combinent toujours à d'autres rapports de pouvoir (entre classes, sexes, générations...) selon des configurations très variables, qui cependant laissent toujours à ceux qui y sont soumis des marges de manœuvre pour la résistance et l'action.

Considérant les imbrications des multiples rapports sociaux, les différents auteurs consacrent leur attention à l'étude de l'« action stratégique », individuelle et collective. La liaison entre la dimension structurelle et la théorie de « l'agir en situation de discrédit », c'est-à-dire l'étude des *cours d'action*<sup>6</sup> et des *cours d'action situés*<sup>7</sup> des personnes en situation de discrédit, proposée par Catherine Delcroix (p. 81-93), porte la réflexion sur le plan constructiviste. Il est impératif pour cela d'explorer les processus et les modalités choisies par les « dominés » pour sortir de leur condition instable et incertaine, pour trouver « leur place » dans la société tout en évitant le rejet de soi. Le lecteur est accompagné sur le chemin de la compréhension de ces démarches actives par la structure même du dossier, qui est divisé en deux sections : la première, vise à aborder l'action individuelle et la deuxième est focalisée sur le passage de l'action individuelle à l'action collective.

Comme introduction théorique et au cœur du dossier se trouve l'entretien avec Christine Delphy, titré « La fabrication de l'« Autre » par le pouvoir »<sup>8</sup> (p. 57-77). Une subtile analyse du jeu imbriqué du sexisme et du racisme. À l'heure actuelle c'est ce dernier qui est porté au devant de la scène publique ; raison pour laquelle Delphy emploie le terme de « caste ». Les rapports de racisation priment dans le discours ambiant. Les « détenteurs de la parole », les « Uns », reproduisent une forme de domination dont les héritages coloniaux sont évidents. Par le biais de cette parole, ils fabriquent les « Autres » et ils divisent la société en groupes. Ces « Autres » n'ont pas le même droit à la parole qu'ont les « Uns ».

Les « Uns » et les « Autres » représentent deux extrêmes d'une structuration sociale bien plus embrouillée, qu'on a le devoir d'analyser en profondeur comme

les multiples contributions du dossier nous invitent à le faire. À travers une attentive déconstruction du discours sur l'Islam – par les biais du débat sur les vêtements *genrés*, sur la loi de 1905 (avec des paradoxales observations sur les trois départements non laïques de France) et sur la loi de 2003 (port de signe religieux) et de 2010 (port du voile intégral), ainsi que sur l'action de groupes organisés (*Ni putes ni soumises*, *Touche pas à mon pote*, *Les Indigènes de la République*), Christine Delphy éclaircit les risques du regard franco-français qui met en avant les différences et laisse en arrière-plan les ressemblances. « L'organisation raciste » de la société même est cachée au détriment d'une vraie prise en charge des victimes d'un racisme qui assume, de plus en plus, une connotation « systémique ».

L'institutionnalisation de la discrimination touche les individus en raison de leur statut de migrant ou de leur origine ou de leur appartenance ou de leur sexe ou encore de leur classe sociale. Les intéressés peuvent appartenir aux catégories les plus variées, comme Catherine Delcroix le remarque dans l'exemple des pères de classes moyennes supérieures divorcés qui cherchent à obtenir la garde de leurs enfants. Toutefois, ces victimes sont toutes en commun un déficit de crédibilité, en tant que membres d'une catégorie donnée, ils sont discrédités, voire dominés. Pour cette raison ces individus semblent avoir moins de ressources objectives – matérielles ou symboliques – mobilisables. Une analyse détaillée des *cours d'action situés* de ces hommes et de ces femmes démontre que la domination ne les prive pas toujours de leur capacité d'action. Dans l'article « Agir en situation de discrédit », Catherine Delcroix relève les contraintes auxquelles les discrédités sont confrontés, tout en mettant aussi en lumière les ressources extérieures présentes dans le contexte et les ressources propres que les personnes mobilisent pour dépasser une situation d'impasse. Ces ressources sont objectives – celles que Pierre Bourdieu appellerait « capitaux » –, mais surtout *subjectives*, « compétences de compréhension, de création de liens intersubjectifs, de communication et de résolution de problème » (p. 88), issues, donc, d'un processus d'intériorisation et de réflexions sur les expériences. C'est grâce à l'expertise et aux compétences

représentées par les ressources subjectives que la sortie d'une situation de discrédit prend forme.

Constellé de repères théoriques et d'études de cas, voire de typologies, le dossier touche plusieurs contextes géographiques : la France et l'Allemagne, mais aussi le Maroc. Le pays de l'Afrique du Nord devient un « entre-deux », entre l'Afrique et l'Europe, comme Anik Pian (p. 159-173) le suggère dans ses pages dédiées aux parcours et aux marges d'action des Sénégalais qui tentent la route pour l'Europe. De plus, Emily Trombik (p. 139-156), dans les lignes de son article portant sur les détenus étrangers en France et en Allemagne, conduit le lecteur à la découverte d'un « extra-espace » : la prison. Elle questionne les logiques de résistance, le processus d'intégration et la relation au pays d'accueil dans le cadre de la détention. L'incarcération constitue pour les détenus une rencontre particulièrement virulente avec la société qu'eux-mêmes avaient choisie, à tel point que l'auteure arrive à employer le terme « de-citoyenneté » pour décrire la condition de ces individus.

Certains articles, en outre, offrent des exemples de démarches en vue de l'amélioration du niveau de vie suite à la migration, grâce à l'apprentissage de la langue française, aux relations interpersonnelles, à l'implication associative et à l'appropriation des espaces publics dans les quartiers, comme dans l'article de Kathrin Zeiss (p. 111-125). De façon similaire, mais dans une configuration différente, Elise Pape (p. 127-137) analyse les récits biographiques de conjoints d'un couple mixte franco-marocain dans le début de son ascendance sociale, au moment de quitter le quartier d'habitation sociale. Elle articule la discrimination liée au sexe et à l'origine, tout en se focalisant sur le parcours de déni et de réappropriation de son origine effectué par la femme d'origine marocaine. Les ressources mobilisées par chaque partenaire et par les deux ensembles sont multiples et génèrent des formes de résistances variées.

L'intégration<sup>9</sup>, l'assimilation, le multiculturalisme – interrogés aussi dans l'article de Pierre Salama (p. 31-43) dans les premières pages de la revue sur le cas des Brésiliens au Japon – sont des notions qu'on retrouve au fil des pages.

Elles nous reportent grâce à de constants allers et retours à la question centrale de l'altérité créée et fabriquée. Elles interrogent « l'égalitarisme de façade », qui cache stigmatisation, ségrégation, discrimination et exclusion et qui incite les migrants à « se fondre dans la masse ». Cependant, les nouvelles générations manifestent leur déception par l'incomplète réussite de l'« intégration » des premières générations migrantes. Elles ne croient plus au discours politique, marqué par une répétitivité sans aucune innovation, et deviennent la première cible du « racisme systémique ».

Selon Juan Matas (p. 95-110), en dépassant les logiques de domination structurelle et en articulant la discrimination fondée sur l'origine réelle ou supposée avec d'autres motifs de discrimination, il est possible de retrouver des éléments communs. Si la « question raciale » possède son autonomie, pour mieux la comprendre il est nécessaire de l'étudier sous l'angle de la « question sociale »<sup>10</sup> (crise de l'emploi et lutte contre les places disponibles, etc.) En effet, les jeunes d'origine extra européenne doivent faire face aux discriminations dès leur plus jeune âge à l'école et puis lors de leur insertion professionnelle. Interrogés sur leurs vécus par rapport à la religion, à l'identité et à l'intégration, ces jeunes développent des stratégies, que le sociologue classe en trois typologies : la survie ou l'accommodation entre l'objectif recherché et l'affirmation de la propre origine – « discrimination relativisée », le repli communautaire et protecteur – « discrimination subie » et le déni ou l'auto-négation de l'origine – « discrimination refoulée ».

Les démarches et les tactiques varient selon le moment de la vie du sujet même, selon les conditions externes et « l'intelligibilité pratique des contextes »<sup>11</sup>. Comme en témoigne la deuxième section du dossier, il est possible d'observer dans certaines configurations favorables les signes du passage de l'action individuelle à l'action collective. C'est le cas des migrants sénégalais au Maroc qui attendent de rejoindre l'Europe et qui arrivent à exploiter les failles du système qui leur est imposé. La mise en « commun des ressources », la création de réseaux de sociabilité et de solidarité permet un renouvellement de la hiérarchisation des rapports sociaux et une forme de régulation

collective. Ces aventuriers, bien qu'ils paraissent bloqués, font preuve de tentatives continues et de marges de manœuvre certes minimales mais réelles.

En renversant la perspective d'observation, en étudiant mieux en premier lieu les actions et non les acteurs, il est possible de tirer profit des outils d'analyse fournis par les *Cultural Studies*<sup>12</sup>. Identité, culture et pouvoir, selon Monika Salzbrunn (p. 175-192), sont des éléments qui permettent de penser les inégalités existantes et les rapports de pouvoir au cours de situations festives performatives. Dans le cadre des négociations politiques des femmes organisées dans l'association *Les Quatre Horizons* près de Belleville à Paris, le dépassement de l'héritage religieux et culturel individuel est fondamental pour l'analyse de leurs « actions stratégiques » collectives. Ces femmes organisées arrivent à modifier les rapports de pouvoir dans leur espace urbain et à s'approprier du potentiel subversif qui émerge de l'événement festif même. L'étude des fêtes, préférable à celle du groupe, permet de saisir toute la complexité des rapports sociaux et de percevoir le processus qui porte au renversement des stigmates, grâce auquel les dominés peuvent se transformer en dominants.

En guise de conclusion, il apparaît important de revenir sur la perspective du dossier. La dimension historique, spatiale et culturelle, ainsi que le temps et la durée sont les indices centraux qui témoignent de la complexité et de l'ambiguïté du racisme et du discrédit. Les résistances, tant au niveau individuel qu'au niveau collectif, s'alimentent de ces dimensions. Les ressources mobilisées voire réorganisées autour d'un groupe sont nombreuses et peuvent être relevées en observant les cours d'action des dominés mêmes. Ces derniers font preuve de fantaisie et de capacité d'affinement des compétences issues de l'expérience.

Par ailleurs, une approche en termes d'articulation des rapports sociaux permet de considérer les continuités, les changements et les ruptures de la domination systémique, considérant les acteurs dans leur totalité, dépassant une stérile catégorisation et essentialisation. De plus, une telle perspective d'analyse associée à la théorie de l'agir en situation de discrédit, aide à saisir la façon dont

les individus arrivent à se construire des « marges de liberté et d'action », soit individuelles, soit collectives, et à s'autonomiser. Sans, néanmoins, oublier que les individus ont une appartenance multiple et qu'« ils avancent un aspect ou l'autre dans une situation sociale donnée ».

Laura Odasso

Doctorante en sociologie

Université de Strasbourg

Laboratoire Cultures et sociétés en Europe

(UMR Uds/CNRS 7236)

## Notes

1. Le dossier est coordonné par Daniel Bertaux, Catherine Delcroix et Roland Pfefferkorn.
2. Guillaumin C., *L'idéologie raciste : genèse du langage actuel*, Gallimard, Paris, 2002.
3. Par opposition voir l'article de Bertrand Piraudeau sur les joueurs africains, qui sont des migrants à forte valeur ajoutée sur le marché des footballeurs professionnels en France (p. 11-29).
4. « L'intérêt du néologisme racisation tient précisément au fait qu'il permet d'insister sur cette production sociale de la « race » et sur sa dimension dynamique. La « race » en effet, n'est pas un préalable au rapport social, mais bien son produit » (p. 193).
5. Kergoat D., « Penser la différence des sexes : rapports sociaux et division du travail entre les sexes », in Maruani M. (sous la dir. de), *Femmes, genres et sociétés*, La Découverte, Paris, 2005, p. 94-101, (p. 95).
6. Cours d'action : « une séquence d'actions se déroulant dans une temporalité moyenne ou longue, dont la cohérence et la continuité découlent d'un projet visant soit à atteindre un objectif donné, soit à prévenir l'occurrence d'un événement négatif. » (p. 82).
7. « Un cours d'action situé est un processus qui s'inscrit dans des contextes chargés d'incertitude et de contingences » (p. 86). Cf. Schuman L., *Plans and situated action: the problem of human-machine interaction*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.
8. L'entretien était mené par Daniel Bertaux, Catherine Delcroix et Roland Pfefferkorn.
9. « Il faut rappeler ici que l'intégration est un processus dont la composante essentielle est la durée. [...] il n'est pas inutile de comprendre comment ce processus est